

au-delà des effets internes de l'autoritarisme. La décision de ne pas suivre le non-alignement pourtant professé et de soutenir des rébellions dans des pays voisins ne fait qu'ajouter aux risques de violence et empêche tout progrès susceptible d'amener un changement pacifique. Pour le Canada, aucune idéologie ne justifie l'exportation de la violence ou l'usage de la violence pour promouvoir ou prévenir le changement.

Il ne peut y avoir de progrès économique et social en Amérique Centrale dans un contexte de confrontation militaire. Le Canada, par conséquent, a appuyé dès ses débuts l'initiative de paix régionale lancée par le Groupe de Contadora et continue de le faire. Cet effort entrepris par la Colombie, le Mexique, Panama et le Venezuela en vue de trouver des solutions régionales à des problèmes régionaux mérite le soutien de toutes les parties en cause et est tout à fait conforme à la Charte de l'ONU. Nous pensons qu'éventuellement un dialogue direct entre les parties intéressées devra venir compléter le processus de Contadora.

Malgré le progrès accompli récemment par le Groupe de Contadora et les cinq pays d'Amérique Centrale suite à l'adoption du document d'objectifs élaboré à Panama en septembre dernier, la situation en Amérique Centrale continue à être inquiétante.

Nous croyons que l'escalade peut être arrêtée et que la crise en Amérique Centrale ne doit pas mener inexorablement vers un plus grand danger politique. Nous croyons que les réactions sur le plan militaire et l'exportation de la violence ne serviront pas les intérêts des peuples d'Amérique Centrale, quelles que soient les orientations politiques de leurs dirigeants. De la même façon, une intervention étrangère de quelque partie que ce soit ne servira aucunement les objectifs de paix, de stabilité et de progrès économique et social. Si l'on ne fait pas de sérieux efforts pour amorcer le dialogue politique aussi bien au sein de chaque État qu'entre les différents États, si l'on opte pour les solutions militaires au lieu de promouvoir le changement économique et social, on aboutira, d'une part, à l'oppression politique, à une augmentation de la violence et à une aggravation de la misère au sein des États et, d'autre part, à une dangereuse confrontation pour l'ensemble des États de la région.

Le Canada est prêt à aider les parties à promouvoir et faciliter le dialogue politique. Nous ne chercherons pas à jouer un rôle direct dans la région tant que l'on ne nous demandera pas de le faire mais notre message pour tous ceux qui essaient de restaurer la paix dans la région est de renverser la tendance à l'escalade militaire de façon à ce que le progrès social et économique et l'exercice de la liberté ne soient pas étouffés. Nous croyons qu'une solution pacifique et durable ne peut se fonder que sur l'acceptation par toutes les parties concernées des principes du respect de la souveraineté, de la non-ingérence dans les affaires internes des États et du non-usage de la force dans les relations internationales, de même que sur la reconnaissance de la nécessité pour toutes les forces étrangères de se retirer.

En conclusion, je désire réaffirmer la volonté de mon pays d'appuyer fermement le Groupe de Contadora dans ses efforts et exprimer notre espoir sincère d'arriver à une solution politique négociée pour mettre un terme aux troubles politiques dont souffre l'Amérique Centrale depuis déjà trop longtemps.

---

S/C